

Luxembourg, le 3 novembre 2020

Motion invoquant le défaut d'exécution du PAP Arquebusiers voté le 09-02-2015 et d'autres PAP approuvées depuis des années

Le Conseil communal de la Ville de Luxembourg,

- constatant que depuis le vote définitif à la réunion du Conseil communal du 9 février 2015 et l'approbation par le Ministre de l'Intérieur en date du 22 avril 2015, le PAP Arquebusiers est toujours en défaut d'exécution, et que d'autres PAP subissent le même sort ;
- considérant que la crise actuelle du logement rend intolérable le défaut d'exécution de PAP pendant de longues années, ce qui a par ailleurs comme corollaire une montée des prix fonciers au profit des propriétaires impliqués dans ces PAP;
- relevant que la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain offre des moyens pour réagir contre le défaut d'exécution d'un PAP et pour la mobilisation foncière:
 - demande d'un remembrement ministériel de la part du collège des bourgmestre et échevins, prévu à la section 2 du chapitre 2 de la loi,
 - déclaration d'utilité publique par arrêté grand-ducal à la demande de la commune conformément aux dispositions de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, prévue au chapitre 3 de la loi,
 - ordonnance d'affectation à la construction de terrains non bâtis situés dans les zones destinées à être bâties, prévue à la section 2 du chapitre 4 de la loi, et pouvant se solder notamment par une taxe annuelle de non-affectation à la construction si dans les trois ans, la délibération du conseil communal n'a pas été suivie d'effet;
- relevant en outre que depuis 2015, les zones de servitude « urbanisation – biotopes » inscrites dans le PAP Arquebusiers ont significativement évolué et que de nouveaux biotopes se sont développés depuis lors ;

invite le Collège des Bourgmestre et Échevins

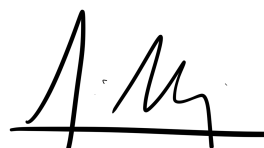
- à dresser la liste des PAP qui sont en défaut d'exécution depuis plus de 3 années ;
- à rapporter les problèmes essentiels survenus et les moyens légaux engagés de sa part pour faire avancer la mise en œuvre du PAP Arquebusiers et des autres PAP figurant sur la liste ;
- à questionner le bilan écologique pour le PAP Arquebusiers voté en février 2015, en tenant compte de la régénération de la nature dans les zones de servitude « *urbanisation-biotopes* » et au-delà ; il s'agit là d'une question qui peut aussi se poser pour d'autres PAP.



Guy FOETZ
Conseiller communal
Groupe déi Lénk



Tom Krieps
Conseiller communal
Groupe LSAP



François Benoy
Conseiller communal
Groupe déi gréng